

L'Annuaire de Haute Corse



Association Nationale de Retraités - Groupe de Haute-Corse

17 Avenue Jean Zuccarelli, 20295 BASTIA CEDEX 9

Téléphone : 04 95 54 01 07 le vendredi matin

anr.bastia@wanadoo.fr

<http://anrhauteคอร์се.pagesperso-orange.fr>



Reconnue d'intérêt général, L'ANR, une association au service des retraités de Haute-Corse.

Bulletin 110 – février 2021

Chères amies, chers amis, adhérents

La situation ne s'est pas vraiment améliorée depuis notre bulletin précédent, loin s'en faut. Le satané virus et ses variants sévissent encore dans nos régions comme partout sur la planète; certes les vaccins promis arrivent enfin, avec le cortège habituel d'affairisme, mais ce n'est pas une raison pour mettre à mal notre système social et économique.

Parallèlement la situation sociale n'a pas évolué favorablement, nous ne pouvons accepter la remise en cause de tout nos acquis sociaux, nous qui avons connu les années fastes après les deux guerres mondiales. Nous ne pouvons pas ne pas réagir face à des mesures de régression sociales. Nous devons penser à l'avenir de nos petits enfants, nous ne pouvons pas rester passifs et inactifs.

Je me permets de vous rappeler la fable de la grenouille :

« Si l'on plonge subitement une grenouille dans de l'eau chaude, elle s'échappe d'un bond ; alors que si on la plonge dans l'eau froide et qu'on porte très progressivement l'eau à ébullition, la grenouille s'engourdit, s'habitue à la hausse de la température pour finir..... ébouillantée ».

Amis retraités, ne soyons pas les grenouilles des années à venir ! Lentement mais sûrement nos acquis disparaissent et notre pouvoir d'achat périclité. Certains jeunes loups d'aujourd'hui oublient d'où ils viennent, oublient les apports de leurs parents dans les progrès sociaux dont ils jouissent aujourd'hui.

Ne restons pas inactifs face aux mesures liberticides qui menacent nos modes de vie, de loisirs et de déplacement ni aux mesures financières qui ne manqueront pas de s'attaquer à nos retraites ainsi que les menaces toujours réelles d'une réforme qui pourrait nuire au niveau de vie des retraités actuels et futurs.

Nous apporterons notre contribution à l'effort commun pour sortir de cette crise mais avec la forte conviction de défendre nos intérêts et ceux de nos enfants.

Insème vincerenu. Bona salute à tutti,

Alain RENAULT

COTISATIONS 2021

.Dès la réception de ce Bulletin, merci de régler votre cotisation 2021.

Nous avons besoin de vos cotisations pour pérenniser la vie du groupe ANR2b qui est à votre service

Pour ceux qui n'ont pas souscrit au prélèvement. Faites-nous parvenir votre chèque rapidement ou mieux encore, adhérez au prélèvement en nous envoyant un RIB signé pour acceptation.

Le montant des cotisations 2021 (avec revue) est inchangé pour tous les adhérents.

Cotisations avec la revue nationale : individuelle : 22euros, couple : 35 euros.

**Amicale-Vie Contactez votre
correspondante locale :
Marie Thérèse PERINI**

Cet automne une amie nous a quitté.
Jacqueline GUIGANTI 91 ans. Furiani
partie hors du tumulte de l'épidémie.

DEFENSE DES RETRAITES

Les syndicats de retraités montent au créneau contre la mini-revalorisation des pensions (0,4%). Ils réclament un rattrapage immédiat de 100 euros et le financement de l'aide à l'autonomie par la Sécurité sociale.

L'intersyndicale des retraités dénonce **la très faible revalorisation des pensions (+0,4%)**, appliquée depuis le 1^{er} janvier 2021. "Ce n'est vraiment pas faramineux compte tenu de l'évolution du coût réel de la vie.

C'est très en dessous de ce qu'il faudrait pour maintenir le pouvoir d'achat des retraités", commente Didier Hotte, porte-parole du groupe des 9 qui rassemble les organisations de retraités issues de syndicats CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP (fonction publique), et des mouvements associatifs UNRPA et LSR.

Pouvoir d'achat érodé : Selon l'intersyndicale, qui a tenu une conférence de presse le 14 janvier, le pouvoir d'achat des retraités s'érode depuis des années. "De 2008 à 2019, **les prix, hors tabacs, ont augmenté selon l'Insee de 12,93%, le SMIC de 20,3%, mais les pensions [de base] de 8,60 %** et les complémentaires de 6 à 8%, notent-ils, **L'augmentation de 25% de la CSG** a été le moyen de réduire le pouvoir d'achat des retraités en contournant l'impossibilité légale de réduire les pensions."

Un rattrapage de 100€ pour tous les retraités : Un constat corroboré par le **Conseil d'orientation des retraites (COR)** dans son rapport annuel de novembre 2020. "**Le pouvoir d'achat d'un retraité non-cadre du secteur privé a diminué d'environ entre 3 et 4% selon les générations**, entre l'année de leur départ à la retraite et 2019. **Celui d'un retraité cadre né en 1932 a enregistré une baisse de près de 14%**", remarquent les experts du COR qui pointent les mécanismes d'indexation des pensions (sur le prix et non plus sur les salaires depuis les années 1990), la hausse des prélèvements sociaux sur les retraités, notamment celle de la CSG. En conséquence, les syndicats réclament **un rattrapage de 100 euros pour tous les retraités et le retour à l'indexation des pensions sur l'augmentation des salaires** (généralement supérieure à l'inflation) afin de contenir le décrochage de leurs ressources.

Vers une baisse de niveau de vie : Le rapport du Cor rappelle que, globalement, le niveau de vie moyen des retraités était, en 2018, "légèrement supérieur (de l'ordre de 2,9%) à celui de l'ensemble de la population". Mais cette parité relative va disparaître dans les décennies à venir, du fait des règles d'indexation et de calcul des pensions (25 meilleures années dans le privé). Selon les scénarios macro-économiques, **le niveau de vie des retraités s'établirait entre 88 et 92% de celui des actifs en 2040 et entre 75 et 83% en 2070, soit un retour au niveau des années 1980.**

Financer la perte d'autonomie : Les mouvements de retraités militent également pour un **financement de la prise en charge de la perte d'autonomie par l'Assurance maladie** et donc basée sur les cotisations sociales. "Il faut arrêter les exonérations de cotisations patronales et soumettre à cotisation l'intéressement, les stock-options... pour financer la Sécurité sociale et **créer un service public de l'Autonomie qui couvre les ehpad et les services à domicile**", commente Daniel Blache de l'Union confédérale des retraités CGT. "Les deux milliards prévus par le gouvernement (ndlr : 2,3 milliards€ à partir de 2024) ne sont pas à la hauteur du défi... », pointe de son côté, Didier Hotte, pour Force Ouvrière. L'intersyndicale prévoit **une journée d'action nationale dans le courant du mois de mars.**

Article paru dans la revue Notre temps Le 15 janvier 2021 à 19h26 par Jean-Christophe Martineau

Dossier statistiques et études INSEE Haute Corse édition 2020, (résumé de l'analyse de notre ami F.Biasotto)

Une société vieillissante par un double phénomène : accroissement de la part des personnes âgées de plus de 60 ans et une régression de la part des 15 à 44 ans. Avec à peine le maintien de la part des 45 à 59 ans. Disons que les forces vives de la population de Haute Corse se sont contractées à raison de 3,8 points de pourcentage. Le territoire reste peu peuplé (38 hab. / km²). Si la population a augmenté d'environ 1800 personnes par an depuis 2007, cette croissance a fléchi sur les 5 dernières années. Il faut rappeler que cette croissance démographique est exclusivement due au solde migratoire largement positif, alors que le solde naturel (naissances – décès) est négatif. Sur le long terme (depuis 1968), le taux de natalité a chuté de près de 28%, le taux de mortalité ayant, lui, régressé de 17%.

Quant aux **retraités**, ils pèsent ... près de 27 % de la population de plus de 15 ans.

Il y a plus de 76 000 actifs en Haute Corse (69,4 % de la population de 15 à 64 ans). Mais le taux d'emploi est de 60% seulement, avec un taux de chômage (au sens du BIT) de 9,3% en 2017. On remarque que **retraités et pré-retraités** de moins de 65 ans sont moins inactifs en 2017, résultat logique des **réformes des retraites** qui contribuent donc à l'augmentation de taux d'activité des seniors mais au détriment de plus jeunes qu'eux puisque le taux de chômage augmente sur la même période (il était de 7,8 % en 2007). Sans surprise, les femmes sont les premières victimes de ces politiques de l'emploi en Haute Corse comme ailleurs, elles représentent 56,6% des 10 197 chômeurs en 2017 et touchent particulièrement les plus jeunes. Les indicateurs de revenus et de pauvreté sont issus des données des organismes des finances publiques. En Haute Corse, seuls 44% des ménages fiscaux sont imposés. Ce qui est un premier indicateur du taux de pauvreté qui sévit dans notre département. En effet, la pauvreté monétaire concerne plus d'un habitant sur cinq et touche plus particulièrement les jeunes. Les papys et mamies de plus de 60 ans sont moins touchés, grâce à la solidarité de notre protection sociale et du système **de retraites** par répartition.